



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

**Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service risques et installations classées des Hauts-de-Seine et de Paris  
Pôle ESP - Réforme Anti-Endommagement Centre  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 26/02/2025

## **Rapport de l'inspection de l'environnement**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENGIE RESEAUX**

CS 20021  
84 RUE CHARLES MICHELS  
93284 Saint-Denis

Code AIOT : 0006506295

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement ENGIE RESEAUX implanté 15 RUE PAUL VERLAINE 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE RESEAUX
- 15 RUE PAUL VERLAINE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une chaufferie gaz.

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection de l'environnement portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Contrôle de la liste des appareils à pression               | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 4  | Vérification des échéances de l'inspection périodique       | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I  | Demande d'action corrective  | 15 jours              |
| 5  | Analyse du compte rendu de requalification périodique       | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 6  | Vérification des échéances de La requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I  | Demande d'action corrective  | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2  | Caractéristiques des équipements                  | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1                | Sans objet        |
| 3  | Analyse du compte rendu d'inspection périodique   | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17               | Sans objet        |
| 7  | Contrôle de la plaque d'identification des ESP    | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI             | Sans objet        |
| 8  | Contrôle de l'état de l'équipement                | Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2 | Sans objet        |
| 9  | Contrôle des accessoires de sécurité              | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I              | Sans objet        |
| 10 | Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24               | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant effectue le suivi des équipements sous pression de son site. Cependant, ce suivi n'est pas régulier et les équipements sont actuellement en retard de leurs contrôles périodiques. L'exploitant doit effectuer la mise en conformité de ses équipements dans les plus brefs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.<br>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant transmet une liste par courriel du 04/11/2024.<br>Cette liste comprend 3 équipements.<br>Elle permet d'identifier le type, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Excepté pour l'équipement n°039781, qui n'a pas de date de dernière requalification périodique.<br><br>La liste ne permet pas d'identifier le régime de surveillance des équipements. Ce point constitue une non-conformité.<br><br>Il est à noter que l'intitulé du document est obsolète. L'arrêté en vigueur est celui du 20 novembre 2017. Il sera de bonne pratique d'ajouter à la liste le paramètre pression maximale admissible (PS) aux paramètres Volume (V), fluide, date de fabrication déjà présents sur la liste.<br>L'installation est une chaufferie alimentée en gaz. Par conséquent une tuyauterie de gaz relie la source et le site. Lors de la visite, l'inspection a identifié une partie de la tuyauterie hors site dont l'entretien est de la responsabilité du fournisseur. L'inspection a également identifié un tuyau d'alimentation d'un Diamètre Nominal (DN) approximatif de 50. Aucune PS n'a pu être donnée par l'exploitant. Cette tuyauterie ne semble pas faire l'objet d'un suivi. Par courriel du 03/12/24, l'exploitant informe que l'identification des paramètres PS et V de la tuyauterie gaz est en cours d'analyse. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour sa liste d'équipements sous pression. Notamment le titre et ajouter la colonne permettant d'identifier sous quel régime de surveillance est suivi chaque équipement.<br>Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection de l'avancée de l'analyse sur la tuyauterie gaz et de se référer à l'article Article R.557-14-1 du Code de l'environnement pour identifier si la tuyauterie est soumise à l'arrêté du 20/11/2017.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

## N° 2 : Caractéristiques des équipements

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R.557-14-1 du Code de l'environnement.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Dans le cadre de l'inspection, les trois équipements ont été contrôlés : <ul style="list-style-type: none"><li>• récipient, associé à un vase compresseur, identifié par le n° C21320, fabriqué par SCO en 1997 avec les paramètres PS : 10 bar et V : 500 l.</li><li>• récipient, associé à un by-pass, identifié par le n° 9940, fabriqué par CALDEIRA ZYBIA en 1997 avec les paramètres PS : 8 bar et V : 200 l.</li><li>• récipient, associé à un vase compresseur, identifié par le n°039781, fabriqué par EURE en 2013 avec les paramètres PS : 11 bar et 200 l.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - L'inspection périodique est réalisée :<br>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;<br>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.<br>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.<br>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.<br>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.<br>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.<br>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique. |
| <b>Constats :</b><br><br>Pour chaque équipement, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir le dossier d'exploitation. L'exploitant a présenté ces derniers en format papier.<br>Les rapports présentés ont été effectués par Bureau Veritas.<br><br>Le dernier rapport d'Inspection Périodique (IP) de l'équipement n°C21320 est en date du 18/07/19. La conclusion fait état d'un retard de requalification et d'une demande de mise à l'arrêt. Cependant, un rapport de Requalification Périodique (RP) en date du 16/09/19, qui comprend une IP, juge le contrôle satisfaisant.<br>Le dernier rapport d'Inspection Périodique (IP) de l'équipement n°9940 est en date du 18/07/19. Ce contrôle a été jugé satisfaisant.<br>Le dernier rapport d'Inspection Périodique (IP) de l'équipement n°lot039781 est en date du 16/09/19. Ce contrôle a été jugé satisfaisant.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.<br>La période maximale est fixée au maximum à :<br>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;<br>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;<br>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,<br>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. |
| <b>Constats :</b><br>Concernant l'équipement n° C21320, un registre des contrôles a été présenté avec les différentes dates de contrôle depuis la mise en service. La périodicité des IP est annuelle jusqu'en 2004, les deux dernières IP sont datées de 2013 et 2019.<br>Concernant l'équipement n°9940, un registre des contrôles a été présenté avec les différentes dates de contrôle depuis la mise en service. Les dates de contrôles sont les mêmes que celles de l'équipement n° C21320, excepté en juillet 2007 où le n°9940 a effectué une IP et le n° C21320 une RP.<br>Concernant l'équipement n°039781, aucun registre n'a été présenté. Seul l'IP en date du 16/09/19 a été présenté.<br><br>Les trois équipements sont en retard de leur IP qui auraient dû avoir lieu en 2023. Ce point constitue une non-conformité.<br><br>Par courriel du 03/12/24, l'exploitant transmet un Bon de Commande en date du 05/11/24 auprès de Bureau Veritas pour des inspections et requalifications périodiques des récipients sous pression de la chaufferie. L'inspection prend note de cette information.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit informer l'inspection de la date des contrôles périodiques pour mettre en conformité ses équipements.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

**N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li><li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> <p>Pour chaque équipement, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir le dossier d'exploitation. L'exploitant a présenté ces derniers en format papier.</p> <p>Les rapports présentés ont été effectués par Bureau Veritas.</p> <p>Le dernier rapport de Requalification Périodique (RP) de l'équipement n° C21320 est en date du 16/09/19. Ce contrôle a été jugé satisfaisant.</p> <p>Le dernier rapport de RP de l'équipement n° 9940 est en date du 16/05/13. Le rapport a été présenté à l'inspection par courriel du 03/12/24, il est satisfaisant. Cependant, il est à noter que la date sur le rapport est différente de celle marquée sur l'équipement. (cf. Remarque pour le Constat n°7)</p> <p>L'équipement n°039781 n'a pas encore effectué de RP.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites  |



**N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul><br>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. |
| <b>Constats :</b><br><br>Concernant l'équipement n° C21320, un registre des contrôles a été présenté avec les différentes dates de contrôle depuis la mise en service. Deux RP ont été effectués en date du 24/07/07 et 16/9/19. La prochaine RP devra avoir lieu au plus tard le 16/09/2029.<br>Concernant l'équipement n° 9940, un registre des contrôles a été présenté avec les différentes dates de contrôle depuis la mise en service. Une seule RP a été effectuée en date du 16/05/13. Cependant, il est à noter que la date sur le rapport est différente de celle marquée sur l'équipement. (cf. Remarque pour le Constat n°7)<br>Concernant l'équipement n°039781, aucun registre n'a été présenté. L'équipement n'a pas encore passé de RP.<br><br>Les équipements n°9940 et n°039781 sont en retard de leur RP qui auraient dû avoir lieu en 2023. Ce point constitue une non-conformité.   |

|   |
|---|
| Par courriel du 03/12/24, l'exploitant transmet un Bon de Commande en date du 05/11/24 auprès de Bureau Veritas pour des inspections et requalifications périodiques des récipients sous pression de la chaufferie. L'inspection prend note de cette information. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit informer l'inspection de la date des contrôles périodiques pour mettre en conformité ses équipements.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

#### N° 7 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.   |
| <b>Constats :</b><br>La visite sur site a permis de contrôler visuellement les équipements. Ces derniers sont à différentes localisations du site : la chaufferie, la cogénération ou l'atelier.<br>Concernant l'équipement n° C21320, la plaque est présente et est lisible. Les informations de la liste correspondent à celles présentes sur la plaque.<br>Concernant l'équipement n° 9940, la plaque est présente et est lisible. Les informations de la liste correspondent à celles présentes sur la plaque. Cependant, il est à noter que la date d'épreuve hydraulique, qui est l'étape finale d'une RP, notée sur le rapport de RP est le 16/05/13 mais que sur la plaque d'identification de l'équipement le poinçon de la RP est en date du 16/03/13.<br>Concernant l'équipement n°039781, la plaque est présente et est lisible. Le fabricant n'est pas AARIAC comme indiqué sur la liste mais EURE.<br>Il conviendra de modifier la liste en conséquence. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Remarques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est recommandé à l'exploitant d'inclure la colonne pression maximale admissible (PS) dans sa liste d'équipements (cf. Constat n°1) en se basant sur les informations de la plaque de chaque équipement.</li> <li>• Le nom du fabricant de l'équipement n°9940 est Caldereria Zybia et non Caldeira Zybia.</li> <li>• Le nom du fabricant de l'équipement n°039781 est EURE et non AARIAC.</li> <li>• La différence de deux mois des dates de requalification sur le rapport et la plaque de l'équipement est non négligeable. Il conviendra d'être attentif aux actes de l'organisme habilité qui effectue la RP afin que les documents soient cohérents avec les informations sur l'équipement.</li> </ul>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite sur site, les équipements ne présentaient pas d'altération visible.<br>L'inspection relève tout de même un léger renforcement sur la plaque de l'équipement n° 9940. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 9 : Contrôle des accessoires de sécurité**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.<br>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le contrôle documentaire a permis d'identifier les accessoires de sécurité associés aux équipements.<br>Pour chaque équipement, le certificat de tarage a été présenté.<br><br>Concernant l'équipement n° C21320, la soupape associée est identifiée par le n° 018236962. Cette soupape est tarée à 10 bar ce qui est adapté à l'équipement n° C21320 qui possède une pression maximale admissible de 10 bar. Cette soupape a bien été identifiée lors de la visite sur site.<br>Concernant l'équipement n°9940, la soupape associée est identifiée par le n°018389411. Cette soupape est tarée à 8 bar ce qui est adapté à l'équipement n°9940 qui possède une pression maximale admissible de 8 bar. Cette soupape a bien été identifiée lors de la visite sur site.<br>Concernant l'équipement n°039781, la soupape associée est identifiée par le n° 085813. Cette soupape est tarée à 11 bar ce qui est adapté à l'équipement n°039781 qui possède une pression maximale admissible de 11 bar. Cette soupape a bien été identifiée lors de la visite sur site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 10 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".<br><br>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. |
| <b>Constats :</b><br><br>La visite sur site a permis de contrôler visuellement les équipements.<br><br>Concernant l'équipement n° C21320, la plaque présente deux dates de RP associées au poinçon "tête de cheval". Ces dates, du 24/07/07 et du 16/09/19, correspondent aux dates de RP indiquées dans le registre de l'équipement.<br>Concernant l'équipement n° 9940, la plaque présente deux dates de RP associées au poinçon "tête de cheval". Ces dates, 20/09/00 et 16/03/13, correspondent aux dates de RP indiquées dans le registre de l'équipement. Excepté la date du 16/03/13 (cf. Remarque Constat n°7).<br>Concernant l'équipement n°039781, l'équipement n'a pas encore passé de RP.                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |